

# LA PALESTINE : L'OBSCURITÉ DU PRÉSENT ET L'AMBIGUÏTÉ DE L'AVENIR



SAÏD KHALIL \*

Cainte de barbelés, quadrillée par l'occupant, la Palestine semble une terre sans horizon. Au vu des écueils qui se dressent sur le chemin de sa libération et des multiples enjeux qui pèsent sur son destin, son avenir proche ou lointain reste irreprésentable et ne cesse d'alimenter les controverses. La plupart des experts<sup>1</sup> s'accordent à penser que la condition sociale et politique du pays se délitera davantage, inexorablement.

Cette vision pessimiste n'est pas le fruit d'esprits catastrophistes ou enclins à l'anxiété, elle puise ses racines dans une réalité que seuls les aveugles ou les mystificateurs peuvent nier.

Cette tragédie sempiternelle, au fil des générations, a engendré de graves dissensions qui ont eu pour effet de déséquilibrer la hiérarchie du pouvoir au sein même de la Palestine, aux dépens de la cause palestinienne. Le peuple palestinien, légitime de jure et de facto, s'est ainsi vu progressivement déposséder d'une partie de son leadership

---

\* PROFESSEUR, DÉPARTEMENT DE DROIT ET ADMINISTRATION PUBLIQUE, UNIVERSITÉ DE BIRZEIT, PALESTINE.

<sup>1</sup> Dont Azmy Bshara, ex-député arabe à la Knesset israélienne, et Saëb Ereikat, ex-secrétaire du comité exécutif de l'OLP et chef de la délégation palestinienne aux négociations de paix, qui a affirmé lors de son interview à la télévision israélienne le 20/02/2018 que « le président réel du peuple palestinien est le ministre de l'armée israélien Avigdor Liberman... ».

alors que d'autres acteurs<sup>2</sup>, aux intérêts divers, ont accaparé les valeurs et les moyens politiques, multipliant ainsi les divergences, fragmentant la cause première et fragilisant ses ramifications<sup>3</sup>.

Les divisions intestines dans les partis politiques palestiniens<sup>4</sup>, ainsi que les conflits intra-palestiniens<sup>5</sup>, ont affaibli le leadership populaire de façon significative. Dans ce contexte affligeant, afin de saisir toute l'ampleur de cette déchéance, il convient de rappeler que, lors de cette période tumultueuse, les États arabes et régionaux se sont plus ou moins détournés de la question palestinienne, comme le démontre la dernière vague de normalisation des relations diplomatiques avec Israël<sup>6</sup>. L'agenda géopolitique des puissances étrangères et leurs armes politico-financières ont lourdement pesé sur l'attitude de ces États vis-à-vis de la Palestine.

Afin d'imaginer l'avenir de cette terre à l'histoire si complexe, il convient d'évoquer, dans un premier temps, la genèse de l'Autorité

---

<sup>2</sup> Notamment arabes – lors de la dernière vague de normalisation – et internationaux, les mesures internationales s'avèrent généralement défavorables à la cause palestinienne, et les aides financières accordées aux Palestiniens sont souvent instrumentalisées à des fins politiques. Les Américains, certes, ne cessent d'encourager la croissance économique de la Palestine pour faciliter le quotidien des Palestiniens, mais exigent en retour, de la part de ces derniers, qu'ils valident l'*Accord du siècle* voulu par Donald Trump.

<sup>3</sup> De nouveaux sujets de préoccupations investissent la scène politique et sociale palestinienne : à l'échelle locale, le sujet de la réconciliation accapare le temps et l'énergie du peuple, des partis politiques et du leadership palestinien ; par ailleurs, dans l'esprit du peuple palestinien, la cause palestinienne se voit concurrencer par les difficultés sociales et les soucis liés à la pauvreté.

<sup>4</sup> À l'instar du Fatah qui a connu de fortes dissensions au sein de son leadership (entre Abbas, Dahlan, et Al-Barghouthi), ce qui a engendré, à la fois, la création de nouveaux partis comme par exemple « L'Assemblée nationale démocratique », fondée par Nasser Al-Qodweh, neveu de Yasser Arafat et l'ambassadeur de la Palestine aux Nations unies et ex-ministre des affaires étrangères, mais aussi un éclatement interne du parti en plusieurs courants antagonistes avec des visions politiques divergentes.

<sup>5</sup> Depuis plusieurs années, la pensée collective palestinienne se dégrade en faveur du communautarisme et du familialisme ; les conflits armés, bien souvent entre les familles des grandes villes palestiniennes comme Hébron, causent la mort de dizaines de personnes chaque année, les Forces armées (police) de l'Autorité palestinienne, en particulier, ciblent les militants et les opposants politiques, ainsi que les intellectuels et les professeurs des universités. En juillet 2022, la tentative d'assassinat visant Nasser Eddin Al Shaër, professeur à l'Université d'Al-Najjah, illustre parfaitement cette politique de la terreur.

<sup>6</sup> Entre septembre et décembre 2020, quatre pays arabes (les Émirats Arabes Unis, le Bahreïn, le Soudan et le Maroc) ont signé une série de protocoles, connus sous le nom d'*Accords d'Abraham*, qui normalisent leurs relations diplomatiques avec Israël.

Palestinienne, ainsi que son rôle administratif et politique sur un territoire morcelé, en proie aux difficultés économiques et sécuritaires, ainsi qu'aux discordes politiques. À la lumière de ce constat, il sera ensuite question des différents dénouements envisageables, fortement déterminés par la situation géopolitique actuelle au niveau local comme à l'échelle internationale.

### La Palestine actuelle

L'année 1994 a vu naître l'Autorité Palestinienne, fondée exclusivement pour assurer la transition entre la situation politique de l'époque et la création postérieure de l'État Palestinien, initialement prévue pour l'an 2000. Quoique la création d'un État palestinien indépendant ne fût pas explicitement évoquée dans les accords d'Oslo, la déclaration de principes posait les bases d'un régime palestinien autonome en Cisjordanie et à Gaza, raison pour laquelle Yasser Arafat consentit au système de coordination sécuritaire pour la période intérimaire (de 4 ans) afin d'obtenir le statut d'État indépendant en 1999 ou 2000<sup>7</sup>. Dans cette optique, la période 1994-2000 a été marquée par de nombreuses négociations entre les Palestiniens et les Israéliens ; la cohabitation de deux parties souveraines paraissait alors envisageable et plus que probable<sup>8</sup>.

61

Fort de ses trois mandats politiques (président de l'Autorité Palestinienne, président du Comité exécutif de l'OLP et président de l'État de Palestine depuis la Déclaration d'Indépendance de 1988), Yasser Arafat disposait de fondations solides et d'une crédibilité indiscutable pour siéger à la table des négociations, a contrario de Mahmoud Abbas, le président actuel qui, certes, jouit du même statut, mais n'envisage de solution qu'à travers le processus de paix ; il en fut d'ailleurs le véritable artisan depuis les Accords d'Oslo.

Quoique l'ancien et le nouveau président appartiennent tous deux au Fatah, leurs manières respectives d'appréhender l'avenir de la Palestine influencèrent significativement, de façon bien distincte,

---

<sup>7</sup> L'Agence palestinienne de presse AlRay, le 26 septembre 2014 : « *La Coordination sécuritaire, est-ce sacrée ?* », AlRay, DOI : <<https://alray.ps/ar/post/123613>> (consulté le : 11-09-2022).

<sup>8</sup> Abdel-Raouf D., « *Un quart de siècle à Oslo... Les espérances d'un État palestinien s'évaporent* », Al-ain. DOI : <<https://al-ain.com/article/qaurter-century-after-oslo>> (consulté le : 11-09-2022).

la diplomatie palestinienne lors des négociations. Pour preuve, lors des négociations directes en septembre 2000 entre Yasser Arafat et Ehud Barak, le premier ministre israélien à l'époque, le président palestinien imposait scrupuleusement les trois prérequis suivants avant toute négociation :

– Jérusalem, c'est-à-dire les frontières de Jérusalem Est de 1967, serait la capitale souveraine de l'État palestinien. Il est à noter que l'on ne trouve plus l'ombre du mot *souverain* dans les discours et les préoccupations de son successeur.

– L'État Palestinien s'établirait sur les frontières du 4 juin 1967. L'expression « *la Cisjordanie et la Bande de Gaza* » remplace aujourd'hui celle de « *frontières de 1967* » ; ce lexique post-Arafat consacre de fait la conception d'un accord de paix fondé sur l'échange de territoires, conformément aux desiderata mentionnés dans l'*Accord du Siècle* proposé par le président américain Donald Trump.

– Le *Droit de retour* pour les réfugiés palestiniens demeurerait inaliénable, c'est-à-dire absolument non négociable. Le leader palestinien actuel, quant à lui, n'évoque plus du tout le retour des réfugiés, mais envisage une aide humanitaire à leur destination<sup>9</sup>.

62

En 2004, mourut Yasser Arafat, assassiné dans des circonstances qui ne seront jamais élucidées. Et sa vision politique ne lui survécut pas ! Sa mort mettra fin à l'Intifada armée que lui-même avait initiée en 2000 ; la cessation de cette lutte s'avérera propice au projet politique de son successeur, cela d'autant plus que l'arrestation de Marwan Al-Barghouti, fidèle aux valeurs de Yasser Arafat, laissera le champ totalement libre aux ambitions du nouveau leadership.

Le peuple palestinien se retrouva ainsi sans cause commune et sans lutte fédératrice, ce qui favorisa indéniablement les plans du camp israélien, celui-ci put alors établir son agenda politique, unilatéralement, sans craindre la moindre réaction de qui que ce soit. Ledit agenda se concrétisa par de premières actions en 2003, notamment par la stratégie de coordination sécuritaire entre les brigades de l'Autorité Palestinienne et les forces d'occupation israélienne, ciblant et éliminant les militants de la cause palestinienne dans les zones administrées par

---

<sup>9</sup> Qandeel N., 2007, « *Annapolis garantit la protection arabe par l'élimination de la cause* », Le Parlement libanais, DOI : <<https://www.lp.gov.lb/ContentRecordDetails?Id=11285>> (Consulté le : 11-09-2022).

l'Autorité Palestinienne ; cette coordination a rapidement mis fin à la deuxième Intifada<sup>10</sup>.

Parallèlement aux manigances israéliennes, en 2003, Condoleezza Rice, ministre des affaires étrangères américaines, entreprit la mise en œuvre du projet américain connu sous le nom de *Nouveau Proche-Orient*. Plusieurs réunions avec d'éminentes personnalités du leadership palestinien, à Ramallah et à Jéricho<sup>11</sup>, eurent pour objet le projet géopolitique dans la région pour les 20 années suivantes, lequel se déclinait comme suit :

– Sur le plan politique, d'une part, un accord entre Condoleezza Rice et les leaders palestiniens mit un terme à l'Intifada ainsi qu'à toute résistance armée. Cet accord encourageait la reprise des négociations directes entre les Palestiniens et les Israéliens, sous réserve que la construction de colonies dans la Cisjordanie soit provisoirement gelée. À cette occasion fut ratifié le *Plan de route* proposé par le président Georges W. Bush, lequel plan mentionne la solution de deux États coexistants<sup>12</sup>.

– Sur le plan économique, un plan de relance fut élaboré conjointement par l'administration américaine et le gouvernement de Salam Fayyad, Premier ministre palestinien à l'époque. Il fut également convenu d'une simplification de l'accès aux crédits bancaires pour les Palestiniens, du recrutement de dizaines de milliers de Palestiniens dans les forces de police et les services publics, ainsi que de la construction de bâtiments ministériels et de centres de pouvoir à Ramallah.

Certes, ces quelques points d'accord constituaient indéniablement une avancée non négligeable pour la cause palestinienne, ainsi qu'une promesse d'embellie sur le plan économique. Néanmoins, ni Mahmoud

---

<sup>10</sup> La coordination sécuritaire prend aujourd'hui une tournure plus radicale et sanglante ; elle consiste principalement à l'arrestation et la mise à mort des militants et des opposants en Cisjordanie. Le cas de Nizar Banat en fut l'exemple le plus marquant. D. Abdel-Raouf, « *Un quart de siècle à Oslo... Les espérances d'un État palestinien s'évaporent* », *op. cit.*

<sup>11</sup> Le 28 juin 2003, Rice et Abbas (premier ministre palestinien à l'époque) se rencontrent une première fois à Jéricho pour négocier le plan américain pour la paix au Proche-Orient, connu sous le nom de « Feuille de route ». Cette première réunion sera suivie par une série d'autres réunions à Ramallah et aux États-Unis ; l'Agence Koweïtienne de presse, le 29 juin 2003 « *Abbas et Rice en réunion à Jéricho* », DOI : <<https://www.kuna.net.kw/ArticleDetails.aspx?id=1357421> & language = ar> (consulté le : 11-09-2022).

<sup>12</sup> Malandy, M., 2009, « *La feuille de Route, entre le texte et la pratique* », revue de l'université de Damas pour les sciences économiques et juridiques, volume 25, n° 2-2009, p. 15-16.

Abbas, ni personne de son entourage, ne soupçonnait à l'époque que le camp israélien ne ferait pas une concession de plus, aussi infime soit-elle. Peu de temps après ces accords, et en dépit de leur teneur, le plan israélo-américain se concrétisera par la construction intensive de nouvelles colonies, l'exclusion de l'Autorité Palestinienne de toute discussion et le bombardement systématique de la bande de Gaza<sup>13</sup> de manière régulière. Ces actions criminelles, initiées en 2004, bouleverseront définitivement le paysage palestinien et impacteront profondément l'avenir de la Palestine, à court comme à moyen et à long terme.

## La Palestine à venir

### À court terme

64

En l'absence de décisions internationales suffisamment coercitives et conséquentes, ou d'une véritable mutation de l'appareil gouvernemental palestinien, la tournure des événements n'augure rien de réjouissant et laisse entrevoir la pire des issues pour la cause palestinienne.

Il est à craindre en effet une poursuite et une intensification de la colonisation englobant une superficie de 14 millions de mètres carrés en Cisjordanie<sup>14</sup>, ainsi qu'une judaïsation des territoires palestiniens<sup>15</sup>, avec tout ce que ce processus suppose d'injustices et de crimes. L'inexistence d'un éventuel accord de paix, sérieux et viable, ainsi que la passivité de la Communauté internationale, font effectivement le lit des tragédies à venir. L'Autorité palestinienne sera marginalisée au cœur même de la Cisjordanie et ses fonctions régaliennes disparaîtront progressivement ; l'Autorité palestinienne, d'ores et déjà privée d'une

---

<sup>13</sup> En 2008, 2012, 2014, 2021 et 2022, provoquant la mort de 4 000 personnes et en blessant 21 000 autres.

<sup>14</sup> L'agence palestinienne de presse Wafa, « *des statistiques sur la colonisation* », 2022, DOI : <[https://info.wafa.ps/ar\\_page.aspx?id=4155](https://info.wafa.ps/ar_page.aspx?id=4155)> (consulté le : 11-09-2022).

<sup>15</sup> Par l'expulsion forcée de familles palestiniennes des villes et des villages de la Cisjordanie et par leur remplacement par des familles juives. À Jérusalem, 500 familles du quartier d'Al-Sheikh-Jarrah ont été expulsées et dépossédées de leur domicile. La vieille ville d'Hébron est quasiment vidée des habitants palestiniens. La loi du 19 juillet 2018, connue sous le nom de « Israël, État-nation du peuple juif », promeut des principes racistes et discriminants à l'égard des populations non-juives résidant dans les territoires occupés.

souveraineté réelle et effective, ne gère que les affaires courantes et secondaires liées à la routine quotidienne des citoyens palestiniens. Abd al-Sattar Qassem, professeur d'Université à Naplouse, suppose que les Palestiniens savaient que cette suspension de la coordination palestino-israélienne pour la sécurité serait temporaire. « *Nous savons que l'Autorité palestinienne est un agent de l'occupation et ne peut abandonner ce rôle, car elle perdrait ses privilèges* », déclarait-il à *Middle East Eye*<sup>16</sup>. Cette coordination ne consiste en réalité qu'à poursuivre et arrêter, voire assassiner, des activistes et des militants palestiniens dans les villes et les villages de la Cisjordanie.

Les grandes familles palestiniennes, les classes sociales supérieures et les groupes armés consolideront leur influence politique aux dépens de l'ordre public. Autrement dit, la pensée collective et le sentiment d'appartenance à une même nation seront substitués par l'arbitraire, le clientélisme et la division. Le sentiment d'appartenance à une même nation indivisible, dès à présent, laisse place à un communautarisme exacerbé ainsi qu'aux ralliements à de petites entités socio-politiques. L'appartenance à une même famille (notamment dans les grandes familles d'Hébron) et l'appartenance à une même zone géographique (même camp de réfugiés, même ville ou même village, Sud ou Nord, carte d'identité verte ou carte d'identité bleue) priment sur la pensée collective palestinienne et annihilent le sentiment d'appartenance à une même nation. Cette atmosphère délétère, par ailleurs, engendre une recrudescence de la criminalité, laquelle remplace peu à peu les actions de résistance à l'occupation.

65

L'OLP, dénuée de sa substance idéologique et de son efficacité sur le terrain, sera totalement et définitivement exclue du pouvoir réel, réduite à courtiser et servir les multiples partis politiques nouvellement créés. En effet, depuis 2004, l'OLP ne joue plus aucun rôle sérieux sur la scène politique palestinienne, son effectivité et sa crédibilité diminuant en faveur de l'Autorité Palestinienne. Le rôle de l'OLP se limite dorénavant à organiser les réunions de son comité exécutif dont les membres sont soit morts pour la plupart, soit très âgés. L'Autorité Palestinienne est progressivement devenue le véritable leader du

---

<sup>16</sup> Hammad Sh., 2020, « *Qu'à gagné l'AP à reprendre la coordination en matière de sécurité avec Israël ?* », *Middle East Eye*, DOI : <<https://www.middleeasteye.net/fr/decryptages/autorite-palestinienne-reprise-coordination-securite-israel-repression>> (consulté le : 12-09-2022).

peuple palestinien, instrumentalisant systématiquement l'OLP pour légitimer les actions de son Président, notamment lors des négociations de paix, durant lesquelles le Président se doit d'obtenir l'approbation du Conseil législatif.

Les partis politiques, auxquels la possibilité d'adhérer dépendra du statut social et des privilèges économiques des postulants, agiront de manière autocratique ; ainsi le favoritisme remplacera-t-il toute considération intellectuelle ou politique<sup>17</sup>.

Les échanges de toute nature avec Israël, y compris entre Israël et les pays arabes, se normaliseront davantage ; il est à craindre néanmoins que cette normalisation prenne une tournure essentiellement sécuritaire, mettant en péril les vies et les libertés fondamentales du peuple palestinien. À ce propos, l'académicien israélien Eddy Kohein révéla, lors d'une interview sur la chaîne arabe d'*Aljazeera*, que des pilotes de l'armée de l'air des Émirats Arabes Unis avaient participé aux raids aériens menés contre la bande de Gaza<sup>18</sup>.

66

Le soutien économique, politique et militaire à l'État israélien des américains, des européens comme des pays arabes décuplera inexorablement, ce qui renforcera considérablement l'économie d'Israël au détriment de celle de la Palestine. Une étude révèle que « depuis sa création jusqu'à l'année 2017, Israël a reçu 240 milliards de dollars des États-Unis »<sup>19</sup>.

Les États-Unis et la Communauté internationale poursuivront leurs efforts en faveur de nouvelles négociations et d'un énième processus de paix ; efforts qui, cependant, consisteront à mettre en œuvre les principes prescrits dans l'*Accord du Siècle* voulu par le président Trump, au mépris des revendications exprimées actuellement par les Palestiniens<sup>20</sup>.

---

<sup>17</sup> Shtayah M., 2017, « *En Palestine, on ne voit pas le racisme mais on le vit* », *Aljazeera*, DOI : <<https://www.aljazeera.net/blogs/2017/11/16/>> (consulté le : 12-09-2022).

<sup>18</sup> Kohen E., 2018, « *Niez-vous la participation aux attaques aériennes contre Gaza ?* », *Aljazeera*, DOI : <<https://www.aljazeera.net/news/arabic/2018/8/9/>> (consulté le 12-09-2022).

<sup>19</sup> Samara M., 2022, « *Les aides américaines et leur impact sur la sécurité nationale d'Israël* », Le centre d'Alquds pour les études, p. 19-21.

<sup>20</sup> Le 28 janvier 2020, l'ex-président américain Donald Trump annonce sa vision pour la paix au Moyen-Orient, dans un projet qu'il a nommé « l'Accord du Siècle ». Ce plan

### À moyen terme

Profitant de la passivité de la Communauté internationale, bénéficiant d'une impunité absolue, et pleinement consciente de ses privilèges, Israël se montre toujours plus inflexible et plus cruelle à l'égard du peuple palestinien. L'assassinat de la journaliste Shireen Abu Akleh, le 11 mai 2022<sup>21</sup>, crime israélien parmi tant d'autres, illustre parfaitement le mépris le plus radical de la puissance israélienne non seulement pour la vie des civils et pour les Droits de l'Homme, mais également pour la Communauté internationale à qui, pourtant, elle ne doit rien de moins que son existence. Le silence des démocraties occidentales, lesquelles abreuvent sans cesse le monde de discours moralisateurs, s'avère une bénédiction pour Israël. Les attaques militaires, devenues fréquentes à Jérusalem, n'épargnent nullement les lieux sacrés de la ville sainte. Quoiqu'elles soient attribuées à des colons extrémistes, elles n'en demeurent pas moins cautionnées, voire organisées, et toujours couvertes par l'appareil d'État israélien. La population civile de Jérusalem paie le prix fort de ces assauts répétés, en particulier dans le quartier d'Al-Shikh Jarrah, où des dizaines de familles se voient contraintes à l'exode<sup>22</sup>.

67

La colonisation s'intensifie toujours plus à Jérusalem et en Cisjordanie, éliminant ainsi de façon définitive la solution à deux États. En effet, à dessein d'anéantir tout espoir à cet endroit, Israël a entrepris l'aménagement d'un parc national au premier trimestre de l'année 2022, d'une superficie totale d'une centaine d'hectares<sup>23</sup>. Ce parc couvrira une partie de Jérusalem, de Bethléem et de Jéricho, et éventrera ainsi la Cisjordanie, séparant la zone nord de la zone sud.

---

élimine catégoriquement toute possibilité de créer un État palestinien sur les frontières de 1967.

<sup>21</sup> Rapporteurs, 2022, « *Assassinat de Shireen Abou Akleh : nous demandons des sanctions contre Israël* », Change.org, DOI : <<https://www.change.org/p/assassinat-de-shireen-abu-akleh-nous-demandons-des-sanctions-contre-isra%C3%ABl>> (consulté le 12-09-2022).

<sup>22</sup> Sindel Y., 2021, « *Sheikh Jarrah, un quartier palestinien de Jérusalem-est, les constructions israéliennes vont commencer* », Street press, DOI : <<https://www.streetpress.com/sujet/1799-a-sheikh-jarrah-un-quartier-palestinien-de-jerusalem-est-les-constructions-israeliennes-vont-commencer>> (consulté le 12-09-2022).

<sup>23</sup> Source : <<https://www.alquds.com/ar/posts/dce52dda-f13c-44fb-a7b5-0f174876ae8b>>.

La cause palestinienne disparaîtra presque totalement, notamment en raison de son invisibilité sur la scène politique mondiale et de sa suppression de la liste des priorités de l'ONU, c'est-à-dire des priorités inscrites dans l'agenda géopolitique de la Communauté internationale ; depuis le début de la guerre en Ukraine, les regards se sont détournés de la Palestine.

La coalition Israélo-arabo-américaine contre les Palestiniens se consolidera d'année en année. Cette coalition, exclusivement diplomatique en apparence, masque des alliances militaires et économiques<sup>24</sup>, et les États arabes concluent des accords économiques internationaux en défaveur des Palestiniens. « *Et j'étais fier, l'année dernière, de pouvoir consacrer un milliard de dollars supplémentaire au réapprovisionnement du Dôme de fer, faisant de l'année 2022 le meilleur millésime en matière d'assistance militaire à Israël* »<sup>25</sup>, a déclaré le président américain Joe Biden lors de sa visite à Tel-Aviv le 14 juillet 2022.

68

En ce qui concerne l'administration et la politique intérieure palestinienne, à moyen terme pourrait survenir une vacance du poste de président de l'Autorité Palestinienne, en raison de la démission de celui-ci ou, plus probablement, en raison de son décès. En effet, le Président, âgé de 87 ans, souffre de plusieurs problèmes de santé, cardiaques notamment ; il a ainsi dû être hospitalisé plusieurs fois durant le printemps 2022. Cette situation entraînerait fatalement une série de conséquences déplorables et de graves bouleversements dans les territoires palestiniens, à différents niveaux, dont le plus dramatique serait au niveau juridico-légal. À l'instar de son prédécesseur, M. Abbas occupe trois présidences distinctes : la présidence du comité exécutif de l'OLP, la présidence de l'État de Palestine<sup>26</sup> et la

<sup>24</sup> Le volet économique de l'« Accord du Siècle », qui s'est concrétisé en 2019, comprenait la signature de plusieurs protocoles de coopération entre Israël et les pays ayant normalisé leurs relations avec elle ; le dernier de ces accords a été signé le 2 août 2022, entre le Bahreïn et Israël, pour une coopération dans le domaine de la technologie financière. *Times of Israël* : <<https://www.timesofisrael.com/israel-bahrain-organizations-ink-fintech-cooperation-deal/>>.

<sup>25</sup> *The Times of Israël*, <<https://fr.timesofisrael.com/les-discours-de-yair-lapid-et-joe-biden-a-jerusalem-suivi-dun-point-presse/>>.

<sup>26</sup> Selon le décret présidentiel n° 3 de l'année 2013, suite à l'obtention par la Palestine du statut « État non-membre » des Nations unies, le Président décrète l'emploi du terme « État de Palestine » au lieu de « L'autorité palestinienne » dans les documents officiels et administratifs, <<http://muqtafi.birzeit.edu/pg/getleg.asp?id=16463>>.

présidence de l'Autorité Palestinienne. Ces présidences lui ont été dévolues respectivement en 2004 lors des élections organisées par l'OLP, en 2008 par le vote du cabinet central de l'OLP<sup>27</sup>, et en 2005 lors des élections présidentielles. Le poste de Président de l'Autorité Palestinienne confère à M. Abbas l'essentiel de sa légitimité dans la mesure où il lui a été attribué au moyen du suffrage universel direct et que celui-ci est régi par les règles constitutionnelles de la loi fondamentale palestinienne. La loi fondamentale modifiée en 2003 énonce qu'en cas de vacance ou d'absence temporaire du Président de l'Autorité Palestinienne, le président du Conseil législatif palestinien se doit de remplacer ce dernier. Néanmoins, une difficulté se pose à cet endroit : le Conseil législatif n'existant plus en Palestine depuis 2007, les mesures essentielles sont prises par des décrets-lois signés par le Président de l'Autorité Palestinienne, ce qui traduit une dérive du pouvoir.

Alors quelle solution envisager ? Répondre à cette question sur la base des textes constitutionnels et juridiques relève de l'utopie. Effectivement, tout laisse à penser qu'au moment venu, les modalités de remplacement du Président seront décidées, non pas juridiquement, mais politiquement.

69

### **Conclusion**

Au vu du morcellement géographique de la Palestine (les villes sont séparées les unes des autres, séparées des villages et des camps de réfugiés et séparées de Jérusalem), au vu des graves dissensions qui enveniment les relations entre les partis politiques palestiniens et qui dressent les hommes les uns contre les autres au sein d'un même parti, au vu de l'éclatement de la cohésion sociale et des rivalités néfastes au cœur même de la population palestinienne, et au vu du fragile équilibre économique dans les territoires, ainsi que du recours vital aux créanciers et autres pourvoyeurs étrangers, il devient difficile de croire à un avenir radieux.

---

<sup>27</sup> Le 24 novembre 2008, par le vote du cabinet central de l'OLP, M. Mahmoud Abbas est élu à la majorité absolue Président de la Palestine, <[https://info.wafa.ps/ar\\_page.aspx?id=4337](https://info.wafa.ps/ar_page.aspx?id=4337)>.

Il semble à l'inverse que l'ambition d'un État Palestinien soit vouée à la disparition, dans l'indifférence générale. Que le peuple palestinien sera dispersé dans des ghettos étroits, chacun éloigné des autres, qui s'administreront et se gouverneront eux-mêmes, isolément. Jérusalem n'existera plus, si ce n'est dans le cœur endeuillé des Palestiniens. L'espoir de retour pour les réfugiés ne sera plus qu'un rêve. Et le monde ne parlera de la Palestine qu'au passé, comme on évoque un mythe ou une épopée antique.

**Résumé :**

Si la colonisation, l'occupation et l'apartheid définissent les conditions d'existence de la Palestine, cette dernière est aussi soumise à des enjeux sociaux et politiques internes peu connus du grand public. Cet article envisage d'en explorer un certain nombre en se focalisant sur les enjeux politiques du délitement de la cause palestinienne ainsi que sur l'avenir à court terme et à plus long terme ; le pessimisme étant malheureusement le trait d'union de ces périodes.